

PLAINE DIJONNAISE

Périscolaire : le nouveau règlement a fait débat

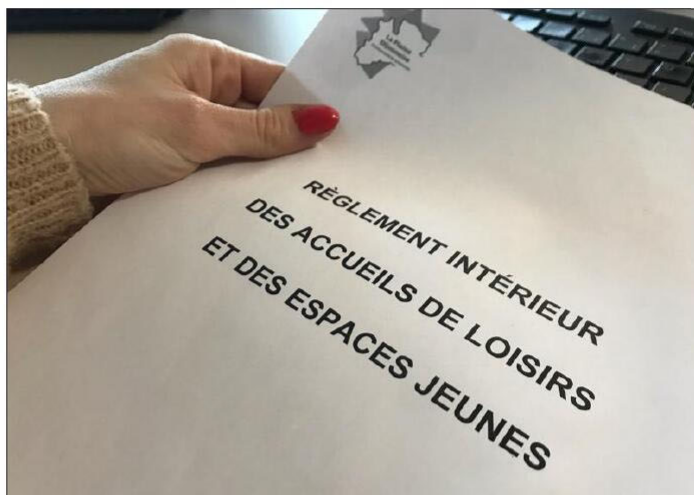


Jeudi 17 février, la nouvelle réglementation pour les accueils de loisirs et l'espace jeunes a été approuvée par les élus de la communauté de communes de la Plaine dijonnaise. Ces changements n'ont pas fait l'unanimité.

Le nouveau règlement intérieur de l'accueil de loisirs et des espaces jeunes de la communauté de communes de la Plaine dijonnaise a fait débat, lors du dernier conseil du 17 février. Celui-ci a bien été approuvé mais il n'a pas fait l'unanimité. Seuls 81 % des élus ont voté oui vis-à-vis des diverses modifications qui y ont été intégrées.

Répondre « aux exigences de la CAF »

« Je ne reproche absolument pas le travail réalisé par les agents sur la rédaction de ce document », explique Jean Emmanuel Rollin pour Genlis. « C'est sur la position prise par la Caisse des allocations familiales (CAF), qui menace de couper les subventions



Le règlement de 30 pages concerne l'ensemble des familles bénéficiant des services enfance jeunesse de la communauté de communes. Il a été modifié afin de correspondre aux exigences de la Caisse d'allocations familiales de Côte-d'Or. Photo d'illustration LBP/Em. B.

qu'elle attribue si le règlement n'est pas transformé selon leurs exigences. »

Quelles sont ces modifications ? « À la suite de la demande de la CAF de Côte-d'Or, les tarifs de chaque temps d'accueil (séjours inclus) sont désormais basés sur leur quotient familial (et non plus une simple feuille d'imposition). Cette information est directement importée de la CAF 21 à la communauté de communes de la Plaine dijonnaise par le biais du numéro d'allocataire demandé dans le dossier administratif », peut-on lire sur le règlement. « En revanche, si les parents ou la personne ayant légalement la

garde de l'enfant ou du jeune ne disposent pas de numéro d'allocataire, la feuille d'imposition N-1, sur les revenus de l'année N-2 et N-1 devra être fournie avant le 30 septembre de l'année N. À défaut, les tarifs plafonnés seront appliqués. »

Les pénalités revues

Deux autres modifications majeures interviennent : un tarif majoré de 15 % sera appliqué aux habitants de communes extérieures. En cas de réservation hors délais sans inscription, de retard, tout service donnera lieu à une double facturation (au lieu d'une pénalité simple de 10 €) quel

que soit le temps d'accueil. Cette majoration s'applique pour chaque temps réservé et s'entend par enfant et non par foyer. Elle est cependant plafonnée à 10,00 € par enfant.

« Sous perfusion de la CAF »

« On ne peut pas s'asseoir sur 600 000 € de subventions », affirme Zineb Hemaira, sixième vice-présidente, déléguée à la petite enfance. « Aucune augmentation des tarifs n'a été appliquée, nous avons fait le choix de procéder autrement dans l'application des contraintes de la CAF. »



« Cette politique tarifaire répond à une volonté forte de la CAF à l'échelle unique du département. »

Patrice Espinosa, président de la communauté de communes de la Plaine dijonnaise

Patrice Espinosa, président de l'intercommunalité, réaffirme cette opinion : « Cette politique tarifaire répond à une volonté forte de la CAF à l'échelle unique du département. La direction nationale ne va pas dans ce même sens. Pour l'instant, nous devons aller dans leur sens car il en dépend un apport financier important. Nos services enfance jeunesse sont sous perfusion de ces subventions. Par contre, nous sommes en train de voir avec d'autres EPCI comment nous pourrions faire pour tenter de faire infléchir la caisse sur ces décisions. »

Emmanuelle BAILLS

LABERGEMENT-FOIGNEY

Des détecteurs de CO₂ ont été installés dans les classes

Dans le compte rendu de la commission « enseignement » exposé lors du conseil municipal de Labergement-Foigny du 9 février, on apprend que deux détecteurs de CO₂ ont été installés dans les deux salles de classe de la commune voilà trois semaines.

« C'est la possibilité de bénéficier de subventions de la part de l'Éducation nationale qui nous a décidés », raconte le maire Bernard Navillon. « Une fois ce détecteur installé dans la classe, l'enseignant voit l'évolution du taux de CO₂ à l'aide de diodes. Il peut donc réagir aussitôt. »

Quand aérer les classes ?
Auparavant, les salles de classe étaient aérées lors



Des détecteurs de CO₂ ont été installés dans les deux salles de classe de la commune. D'autres pourraient arriver dans certains bâtiments municipaux. Photo école de Labergement

des récréations et les enseignants se sont aperçus de la nécessité d'aérer plus tôt

que prévu une fois les appareils installés.

« J'avais particulièrement

prêté attention aux recommandations de Vincent Dancourt lors de son intervention à ce sujet en réunion communautaire », explique le maire. « Nous surveillerons aussi l'évolution du taux à la salle des fêtes et dans la salle du conseil, on peut avoir des surprises ! »

Limiter la diffusion d'agents pathogènes

Selon certaines études scientifiques, il existerait un rapport entre le taux de CO₂ ambiant et le besoin de renouvellement de l'air sachant que, plus la teneur augmente, plus le risque de transmission des agents pathogènes et des virus tels que les coronavirus sont importants.

Philippe PINGET (CLP)



« Nous surveillerons aussi l'évolution du taux à la salle des fêtes et dans la salle du conseil, on peut avoir des surprises ! »

Bernard Navillon, maire de Labergement-Foigny